

Les Hôtels de Paris

Rapport financier semestriel 2013



I. Rapport d'activité

A. Activité

1. Comptes consolidés synthétiques

Les comptes consolidés du Groupe Les Hôtels de Paris au 30 juin 2013 intègrent la société Compagnie Financière du Trocadéro, ainsi que ses filiales, dans la mesure où la SA Les Hôtels de Paris a fusionné avec la SAS Compagnie Financière du Trocadéro sur le second semestre 2012 (la description de cette opération est présentée dans les comptes consolidés du Groupe au 31 décembre 2012).

La présentation d'informations consolidées retraitées est apparue utile à la compréhension des états financiers, notamment pour le comparatif du compte de résultat. Ainsi, les principaux agrégats du compte de résultat sont présentés ci-dessous pour le premier semestre 2012 retraité, comme si l'opération de fusion des entités Compagnie Financière du Trocadéro et Les Hôtels de Paris avait eu lieu au 1^{er} janvier 2012.

Le chiffre d'affaires consolidé réalisé au premier semestre 2013 s'établit à 17 027 k" soit une progression de 49.5% par rapport à l'année précédente (comptes publiés IFRS).

Le chiffre d'affaires se décompose ainsi qu'il suit, en fonction de la nature de l'activité :

- ⇒ Chiffre d'affaires lié à l'exploitation des hôtels : 15 824 k" , en hausse de 43,6 % par rapport au 30 juin 2012 ;
- ⇒ Chiffre d'affaires lié aux refacturations et loyers : 1 203 k" , en hausse de 608,7 %

La fusion en date du 26 juin 2013 de la société SAS Hôtels et restaurant de Paris avec la SA Les Hôtels de Paris a mis fin à la facturation d'honoraires pour la gestion des hôtels en concession de marque.

Le résultat courant opérationnel s'établit à 2 472 k" .

Les charges de personnel s'établissent à 5 856 k" .

Le résultat opérationnel affiche un bénéfice de 1 829 k" .

Le résultat net consolidé - part du groupe de l'exercice affiche un bénéfice de 120 k" , contre 1 026 k" au 30 juin 2012.

| (en k€) | 30/06/13 IFRS | 30/06/12 Retraité IFRS | 30/06/12 Publié IFRS |
|-------------------------------------|------------------|------------------------------|-------------------------|
| Chiffre d'affaires | 17 027 | 18 730 | 11 390 |
| Résultat courant opérationnel | 2 472 | -888 | 1 496 |
| Résultat opérationnel | 1 829 | 9663(*) | 1 628 |
| Coût de l'endettement financier net | -1 271 | - 1918 | 24 |
| Résultat avant impôt | 558 | 7 747 | 1 607 |
| Résultat net | 120 | 6 265 | 1 026 |

(*) : Le résultat opérationnel 2012 retraité IFRS est impacté pour 10 M€ par la plus-value réalisé par la sortie de périmètre de la SAS Murano préalablement à la fusion absorption de la société Compagnie Financière du Trocadéro

2. Comptes sociaux SA Les Hôtels de Paris

Le chiffre d'affaires s'élève à la somme de 16 606 k" et le résultat net affiche un bénéfice de 189 k" .

B. Evènements significatifs survenus au cours du semestre

1. Fusion simplifiée de la SAS Hôtels et Restaurants de Paris

L'Assemblée Générale du 26 juin 2013 a approuvé le traité de fusion absorption aux termes duquel la société Hôtels et Restaurants de Paris, fait apport, sur la base des comptes clos le 31 décembre 2012, à titre de fusion à la SA Les Hôtels de Paris, de la totalité de son actif net évalué à 6 370 k" ,

2. Augmentation de capital

L'Assemblée Générale du 26 juin 2013 a décidé d'augmenter le capital social de la société pour le porter à 30 000 k" , par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le poste "Prime de fusion".

3. Passage des hôtels aux nouvelles normes de classification

Le groupe a commencé les opérations de classement de ses établissements selon les nouvelles normes de classement hôtelier. A ce jour, 16 établissements ont obtenu le classement en catégorie 3 ou 4 étoiles.

Les travaux indispensables au classement des autres établissements sont en cours afin d'assurer la mise aux nouvelles normes avant la fin de l'exercice pour les établissements nécessitant pas d'investissement majeur.

4. Evolution des litiges

a) Evolution du litige concernant le bail du Pavillon Saint Augustin

Par un arrêt rendu en date du 13 octobre 2011, la Cour d'Appel de Paris a confirmé, à l'inverse de notre meilleure estimation et de l'avis de nos avocats, le jugement rendu en 1ère instance par le Tribunal de Commerce de Paris le 20 décembre 2010, qui déclarait la clause résolutoire acquise au bailleur, la CRPCEN, pour non-respect de l'ordonnance du 18 décembre 2009 portant sur les modalités de paiement de l'arriéré locatif. Le pourvoi en cassation déposé le 8 novembre 2011 a été rejeté le 3 juillet 2012, la société a éteint toutes les voies de recours de cette procédure.

L'éventuelle perte de fonds de commerce du Pavillon Saint Augustin a entraîné la dépréciation du fonds de commerce affecté à cet hôtel dans les comptes clos au 31 décembre 2011.

Dans l'attente, la société poursuit l'exploitation de l'hôtel et continue de respecter ses engagements de paiement des loyers dans les délais convenus et étudie la possibilité d'engager toute action lui permettant de rester dans les lieux.

b) Evolution des procédures dans le cadre du litige Villa Royale

La SA Royal Pigalle avait, les 1er et 3 mars 2010, introduit un recours en révision à l'encontre de l'arrêt rendu par la cour d'appel de Paris le 29 mars 2006. En date du 30 novembre 2011, la Cour d'appel de Paris a rejeté le recours en révision. La société a formé un pourvoi en cassation.

A ce stade de la procédure et compte tenu des informations disponibles, la société a ajusté les provisions pour maintenir le niveau du risque de perte sur le fonds de commerce.

c) Evolution des procédures dans le cadre des actions de collectifs d'actionnaires

Dans le cadre d'un contentieux qui oppose la société à des collectifs d'actionnaires, le tribunal de commerce de Paris avait, par deux jugements du 13 février 2012, condamné la société à verser des dommages et intérêts pour un montant total de 1 296 k" . Ces sommes ont été intégralement provisionnées au cours de l'exercice 2011. La société a fait appel de ces deux décisions.

Le 6 décembre 2012, la société a reçu une assignation au fond sur sa responsabilité concernant l'opération de promotion Paris Opéra Drouot. Compte tenu des précédentes condamnations, la société a provisionné sur l'exercice 2012 l'intégralité des demandes soit 3 200 k" .

Il n'y a eu aucune évolution du litige sur le premier semestre 2013

C. Perspectives

Après un 1er trimestre enregistrant un recul du chiffre d'affaires d'exploitation de 10,7 %, le deuxième trimestre a permis de limiter la chute du chiffre d'affaires à 5,4 %. Cet exercice 2013 est complexe dans un contexte économique fragile. La clientèle d'affaire reste très volatile et la bonne tenue du marché touristique ne compense pas la perte de cette clientèle d'affaire à fort pouvoir d'achat.

Le deuxième semestre confirme la tendance baissière de la société et les portefeuilles de réservation pour les mois à venir ne permettront pas d'inverser la tendance.

D. Faits postérieurs à la clôture

Pour faire face à une éventuelle tension de ses liquidités, la société a poursuivi son projet de cession d'actifs et a signé en date du 31 juillet 2013 une promesse de cession du Pavillon Bercy. Un dernier établissement devrait être cédé rapidement afin de permettre la finalisation des opérations de restructuration juridique et financière.

E. Facteurs de risques et transactions entre les parties liées

1. Facteurs de risques

Les principaux risques et incertitudes auxquels est soumis le groupe sont détaillés dans le chapitre Analyse et gestion des risques du rapport financier annuel 2012 disponible sur le site de la société (<http://www.leshotelsdeparis.biz>). Cette description des principaux risques reste valable à la date de publication du présent rapport pour l'appréciation des risques et incertitudes majeurs pouvant affecter le groupe sur la fin de l'exercice en cours et il n'est pas anticipé d'incertitudes majeures ou de risques significatifs autres que ceux présentés dans le rapport financier annuel 2012.

2. Transactions entre les parties liées

Les transactions envers les parties liées sont exposées dans la note 7 de l'annexe aux comptes consolidés du présent rapport.

F. Déclaration des personnes physiques assumant la responsabilité du rapport financier semestriel

« Je atteste, à ma connaissance, que les comptes pour le semestre écoulé sont établis conformément aux normes comptables applicables et donnent une image fidèle du patrimoine, de la situation financière et du résultat de la société et de l'ensemble des entreprises comprises dans la consolidation, et que le rapport semestriel d'activité ci-joint présente un tableau fidèle des événements importants survenus pendant les six premiers mois de l'exercice, de leur incidence sur les comptes, des principales transactions entre parties liées ainsi qu'une description des principaux risques et des principales incertitudes pour les six mois restants de l'exercice. »

Le 18 octobre 2013.

Patrick Machefert
Président Directeur Général

II. Comptes consolidés au 30 juin 2013

A. Bilan consolidé en normes IFRS

| Actif <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|--|--------------|-------------------|-------------------|
| Goodwill | E.1 | 45 360 | 48 118 |
| Immeubles de placement | E.2 | 33 848 | 33 848 |
| Immobilisations incorporelles | | 171 | 176 |
| Immobilisations corporelles | E.2 | 61 525 | 66 136 |
| Prêts long terme | | | |
| Titres mis en équivalence | | - | |
| Autres immobilisations financières | | 1 312 | 1 300 |
| Actif d'impôt différé | | 47 | 47 |
| <i>Total actifs non courants</i> | | 142 263 | 149 626 |
| Stocks et encours | | 162 | 149 |
| Créances clients et comptes rattachés | | 9 349 | 5 646 |
| Autres créances et comptes de régularisation | | 4 422 | 7 902 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | E.6 | 1 512 | 3 693 |
| <i>Total actifs courants</i> | | 15 445 | 17 391 |
| Actifs des activités destinées à être cédées | | 6 584 | |
| Total actif | | 164 292 | 167 017 |

| Passif <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|--------------|-------------------|-------------------|
| Capital | E.3 | 30 000 | 14 068 |
| Prime d'émission | | 8 036 | 10 036 |
| Prime de fusion | | 146 | 16 078 |
| Réserves consolidées | | 6 219 | (6 709) |
| Résultat de l'exercice | | 178 | 11 243 |
| <i>Capitaux propres - part du groupe</i> | | 44 580 | 44 717 |
| Intérêts non contrôlés | | (177) | (86) |
| <i>Capitaux propres</i> | | 44 403 | 44 631 |
| Dettes financières long terme (part > à 1 an) | E.5 | 64 571 | 66 952 |
| Impôt différé passif | | 5 712 | 5 234 |
| Provisions pour risque et charge à caractère non courant | E.4 | 37 | 31 |
| Autres passifs non courants | | 1 392 | 1 240 |
| <i>Total passifs non courants</i> | | 71 712 | 73 457 |
| Dettes financières long terme (part < à 1 an) | E.5 | 8 751 | 13 200 |
| Provisions pour risque et charge à caractère courant (< à 1 an) | E.4 | 6 606 | 6 294 |
| Dettes fournisseurs et comptes rattachés | | 14 011 | 12 808 |
| Dettes fiscales et sociales | | 12 499 | 13 162 |
| Autres dettes et comptes de régularisation | | 3 081 | 3 465 |
| <i>Total passifs courants</i> | | 44 947 | 48 929 |
| Passifs des activités destinées à être cédées | | 3 230 | |
| Total passif | | 164 292 | 167 017 |

B. Compte de résultat consolidé en normes IFRS

| Compte de résultat <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 30/06/2013 6 mois | 30/06/2012 6 mois |
|--|--------------|------------------------------------|------------------------------------|
| Chiffre d'affaires | D.1 | 17 027 | 11 390 |
| Achats d'exploitation | D.2 | (7 742) | (5 094) |
| Charges de personnel | | (5 856) | (3 830) |
| Impôts et taxes | | (821) | (627) |
| Dotations aux amortissements et aux provisions nettes des reprises | | 147 | (354) |
| Autres produits et charges | | (283) | 12 |
| Charges courantes opérationnelles | | (14 555) | (9 894) |
| Résultat courant opérationnel | | 2 472 | 1 496 |
| Autres produits et charges opérationnels | D.3 | (643) | 132 |
| Résultat opérationnel avant variation de la juste valeur des immeubles de placement | | 1 829 | 1 628 |
| Variation de la juste valeur des immeubles de placement et résultats nets de cessions | | - | - |
| Résultat opérationnel | | 1 829 | 1 628 |
| Produits de trésorerie et équivalent de trésorerie | | 43 | 300 |
| Coût de l'endettement financier brut | D.4 | (1 314) | (276) |
| Coût de l'endettement financier net | | (1 271) | 24 |
| Résultat opérationnel après coût de l'endettement | | 558 | 1 653 |
| Quote-part dans le résultat net des sociétés mises en équivalence | | - | (46) |
| Résultat avant impôt | | 558 | 1 607 |
| Charge d'impôt | D.5 | (438) | (580) |
| Résultat net de l'ensemble consolidé | | 120 | 1 026 |
| Intérêts des minoritaires | | (58) | - |
| Résultat net Ë part du groupe | | 178 | 1 026 |
| Résultat par action | | 0,03 | 0,23 |
| Résultat dilué par action | | 0,03 | 0,23 |

| Etat de résultat global <i>(en milliers d'euros)</i> | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|--|-------------------|-------------------|
| Résultat de la période | 178 | 1 026 |
| Eléments du résultat global qui ne seront pas reclassés en résultat | | |
| - | | |
| Eléments du résultat global susceptibles d'être reclassés en résultat | | |
| -Ecart de conversion constatés sur le semestre | (231) | |
| - | | |
| Résultat global | (53) | 1 026 |

C. Tableau des flux de trésorerie

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Notes | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|--|-------|----------------|--------------|
| Trésorerie à l'ouverture | | 2 971 | (750) |
| Opérations d'exploitation | | | |
| Résultat net des sociétés intégrées | | 178 | 1 026 |
| Intérêts non contrôlés | | (58) | |
| Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie | | 1 366 | 460 |
| Charge d'impôt (exigible et différé) | | 438 | 221 |
| Plus values de cessions nettes d'impôt | | (54) | (137) |
| Quote-part dans le résultat des sociétés mises en équivalence | | | 46 |
| Coût de l'endettement financier net | | 1 276 | 225 |
| Actualisation des dettes et créances long terme | | | |
| Capacité d'autofinancement | | 3 147 | 1 842 |
| Impôts versés | | (276) | |
| Variation sur clients et autres créances | | (351) | (598) |
| Variation sur fournisseurs et autres dettes | | (2 242) | (748) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES A L'ACTIVITE | | 277 | 496 |
| Opérations d'investissement | | | |
| Acquisition d'immobilisations incorporelles et corporelles | | (209) | (16) |
| Acquisition d'immobilisations financières | | (18) | (50) |
| Entrée de périmètre | | (51) | |
| Cession d'immobilisations incorporelles et corporelles | | | |
| Cession d'immobilisations financières | | 7 | 137 |
| FLUX DE TRESORERIE AFFECTES AUX OPERATIONS D'INVESTISSEMENT | | (271) | 71 |
| Opérations de financement | | | |
| Remboursement sur immobilisations en crédit bail | | | |
| Augmentation (réduction) de capital et prime d'émission nette de frais | | | |
| Augmentation (remboursement) nette des emprunts | | (1 905) | (459) |
| Intérêts financiers nets versés | | (1 276) | (225) |
| FLUX DE TRESORERIE LIES AUX OPERATIONS DE FINANCEMENT | | (3 181) | (684) |
| Variation de la trésorerie | | (3 175) | (117) |
| Incidence variation des taux de change | | (6) | |
| Incidence trésorerie variation de périmètre | | | |
| Trésorerie à la clôture | E.6 | (228) | (867) |

D. Variation des capitaux propres consolidés au 30 juin 2013

| <i>(en milliers d'euros)</i> | Capital | Primes | Réserves consolidées | IAS 40 Immeuble de placement | Résultat de l'exercice | Total Capitaux Propres Groupe | Intérêts non contrôlés | Total Capitaux propres |
|---|---------------|---------------|----------------------|------------------------------|------------------------|-------------------------------|------------------------|------------------------|
| Capitaux propres au 31/12/2011 | 10 000 | 19 606 | 9 973 | 121 | (3 396) | 36 304 | | 36 304 |
| Affectation du résultat 2011 | | | (3 396) | | 3 396 | - | | - |
| Résultat au 30/06/2012 | | | | | 1 026 | 1 026 | | 1 026 |
| Capitaux propres au 30/06/2012 | 10 000 | 19 606 | 6 577 | 121 | 1 026 | 37 330 | | 37 330 |
| Réduction de capital | (1 824) | (1 338) | | | | (3 162) | | (3 162) |
| Annulation des titres d'autocontrôle | | | (378) | | | (378) | | (378) |
| Augmentation capital Entrée du groupe CFT | 5 893 | 7 846 | (18 915) | | | (5 177) | (51) | (5 227) |
| Ecart de conversion | | | 22 | | | 22 | | 22 |
| Résultat au 31/12/2012 | | | | 5 865 | 10 217 | 16 082 | (35) | 16 047 |
| Capitaux propres au 31/12/2012 | 14 068 | 26 114 | (12 694) | 5 986 | 11 243 | 44 717 | (86) | 44 631 |
| Affectation du résultat 2012 | | | 11 243 | | (11 243) | - | | - |
| Reclassement | 15 932 | (17 932) | 2 000 | | | | | |
| Acquisit complém HRP | | | (85) | | | (85) | (14) | (99) |
| Ecart de conversion | | | (231) | | | (231) | (19) | (250) |
| Résultat au 30/06/2013 | | | | | 178 | 178 | (60) | 118 |
| Capitaux propres au 30/06/2013 | 30 000 | 8 182 | 233 | 5 986 | 178 | 44 579 | (179) | 44 400 |

Aucun dividende n'a été mis en distribution au cours de la période.

L'Assemblée Générale du 26 juin 2013 a décidé d'augmenter le capital social de la société Les Hôtels de Paris, s'élevant à la somme de 14 068 k" d'une somme de 15 932 k" pour le porter à 30 000 k", par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le poste « Prime de Fusion ». Cette opération est réalisée au moyen de l'élévation de la valeur nominale de chacune des 6 095 926 actions composant le capital social de la société.

III. Notes relatives aux comptes consolidés semestriels

La Société anonyme Les Hôtels de Paris (« la société ») possède et/ou exploite 22 hôtels situés à Paris. Le siège social de la société est situé à Paris, au 20 avenue Jules Janin (75116). Un hôtel est lié par un contrat de prestation de services et de concession de marque et est exploité sous le enseigne « Les Hôtels de Paris ».

La société Les Hôtels de Paris est cotée en France au Compartiment C de Euronext.

La publication de ces Etats financiers consolidés résumés a été arrêtée par le Conseil d'Administration du 18 octobre 2013.

Tous les montants sont exprimés en milliers d'euros.

A. Principes comptables

1. Principes de consolidation et déclaration de conformité

Les comptes consolidés sont établis en conformité avec les normes et interprétations comptables internationales édictées par l'IASB (International Accounting Standards Board) et adoptées par l'Union Européenne à la date de arrêté. Ces normes comprennent les IFRS (International Financial Reporting Standards) et IAS (International Accounting Standards) ainsi que leurs interprétations (disponibles sur le site de l'Union Européenne : http://ec.europa.eu/internal_market/accounting/ias/index_fr.htm).

Les états financiers consolidés semestriels condensés (« états financiers consolidés ») ont été préparés conformément à la norme IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée par l'Union Européenne.

Les états financiers consolidés comprennent les états financiers de la société les Hôtels de Paris et des filiales qu'elle contrôle pour la période du 1er janvier au 30 juin 2013.

Les comptes intermédiaires suivent les mêmes règles et méthodes comptables que celles adoptées pour les comptes annuels établis au 31 décembre 2012 (la description de ces principes et modalités est présentée dans l'annexe des comptes consolidés au 31 décembre 2012) à l'exception des dispositions spécifiques de l'IAS 34 et des amendements des normes IFRS et interprétations d'application obligatoire à compter du 1er janvier 2013.

Les nouvelles normes, amendements de normes existantes et interprétations suivantes sont d'application obligatoire pour l'exercice ouvert le 1er janvier 2013 :

- Amendement à la norme IAS 1 « Présentation des états financiers . Présentation des postes des autres éléments du résultat global »,
- Amendement à la norme IAS 12 « Impôts différés . Recouvrement des actifs sous-jacents »,
- Amendement à la norme IAS 19 « Avantages au personnel »,
- Amendement à la norme IFRS 1 « Hyperinflation grave et suppression des dates d'application ferme pour les premiers adoptants »,
- Amendement à la norme IFRS 7 « Information à fournir - Compensation des actifs et passifs financiers »,
- Nouvelle norme IFRS 13 « Evaluation de la juste valeur ».

Le processus de détermination par le Groupe des impacts potentiels de l'application de ces nouvelles normes et interprétations sur les comptes consolidés du Groupe est en cours.

Le Groupe n'a pas anticipé dans ses états financiers intermédiaires les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire en 2013 (leur impact sur les états financiers du Groupe est jugé non significatif) :

- Amendement à la norme IAS 27 « Etats financiers individuels »,
- Amendement à la norme IAS 28 « Participation dans des entreprises associées et coentreprises »,
- Amendement à la norme IAS 32 « Compensation des actifs et passifs financiers »,
- Nouvelle norme IFRS 10 « Etats financiers consolidés » et son amendement,
- Nouvelle norme IFRS 11 « Accords conjoints » et son amendement,
- Nouvelle norme IFRS 12 « Informations à fournir sur les participations dans les autres entités » et son amendement.
- Le CICE en vigueur en France depuis le 01/01/2013 a généré un produit au 30/06/2013 enregistré dans les comptes conformément à la norme IAS 19 R, à savoir en diminution des charges de personnel.

2. Méthodes et règles d'évaluation

L'élaboration des comptes consolidés en application des normes IFRS repose sur des hypothèses et estimations déterminées par la Direction pour calculer la valeur des actifs et des passifs à la date de clôture du bilan et celle des produits et charges de la période.

Ces estimations et appréciations sont évaluées de façon continue sur la base d'une expérience passée ainsi que de divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances actuelles et qui constituent le fondement des appréciations de la valeur comptable des éléments d'actif et de passif.

Les résultats réels pourraient s'avérer différents de ces estimations.

Le Groupe n'a pas connu d'évolution particulière quant à sa politique de gestion des risques de change, de taux et de crédit sur le semestre.

Les principales sources d'incertitude relatives aux hypothèses clés et aux appréciations portent sur les pertes de valeur d'actifs non financiers, les écarts d'acquisition et les provisions pour risques.

3. Saisonnalité de l'activité

L'activité de la société n'est pas soumise à une saisonnalité de nature à affecter de manière sensible la compréhension des états financiers semestriels.

B. Périmètre et méthodes de consolidation

Au cours du premier semestre 2013, il n'y a pas eu de changement de périmètre ni de méthode de consolidation.

C. Faits marquants de l'exercice et événements post clôture

1. Faits marquants

1.1. Fusion simplifiée par voie d'absorption de la SAS Hôtels et Restaurants de Paris par la société les Hôtels de Paris

Le 22 mai 2013, la société Les Hôtels de Paris a absorbé l'entité Hôtels et Restaurants de Paris avec un effet rétroactif au 1^{er} janvier 2013.

Les deux sociétés ayant des activités hôtelières similaires, cette opération de fusion permet une meilleure visibilité du Groupe sur le marché.

Sur le plan économique, cette fusion répond aux besoins de consolidation commerciale et financière que les incertitudes liées à la crise que traverse l'économie française et mondiale accentuent.

1.2. Augmentation de capital

L'Assemblée Générale du 26 juin 2013 a décidé d'augmenter le capital social de la société pour le porter à 30 000 k", par l'incorporation directe au capital de cette somme prélevée sur le poste "Prime de fusion".

2. Evènements post-clôture

Cession d'actifs

Dans le cadre des projets de restructuration financière, la société a engagé un processus de cession de l'un de ses actifs.

Cette cession porte sur le fonds de commerce de l'hôtel Paris Bercy, ainsi que sur les murs détenus en pleine propriété ou par le biais de crédit-bail.

Une promesse de vente a été signée le 31 juillet 2013, avec une date d'effet au plus tard le 31 octobre 2013.

Conformément à la norme IFRS 5, les actifs non courants liés à cet hôtel ainsi que les passifs correspondants, ont été reclassés en actifs et passifs détenus disponibles à la vente.

D. Notes sur le compte de résultat

1. Analyse du chiffre d'affaires

L'analyse sectorielle du chiffre d'affaires semble peu pertinente eu égard à la structure même du groupe, cependant le chiffre d'affaires peut être réparti de la manière suivante :

| (en milliers d'euros) | 30/06/13 | 30/06/12 |
|--|---------------|---------------|
| Activités hôtelières | 15 824 | 11 022 |
| Prestations de services et de concession de marque | 65 | 198 |
| Autres | 1 138 | 170 |
| Total | 17 027 | 11 390 |

2. Charges d'exploitation courantes

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|------------------------------------|----------------|----------------|
| Energie | (553) | (419) |
| Entretien et maintenance | (736) | (323) |
| Nettoyage | (859) | (664) |
| Coûts de personnel | (135) | (40) |
| Loyers et charges locatives | (2 172) | (1 669) |
| Communication | (362) | (15) |
| Honoraires | (604) | (199) |
| Commissions d'intermédiaires | (877) | (774) |
| Autres charges d'exploitation | (1 445) | (992) |
| Total achats d'exploitation | (7 742) | (5 094) |

Au 30 juin 2013, les loyers s'élèvent à 2 172 k" contre 1 669 k" au 30 juin 2012.

Ces charges de loyers correspondent à des contrats de location simple.

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|--|--------------|--------------|
| Locations immobilières (hôtels et siège) | 1 591 | 1 291 |
| Locations mobilières (dont linge) | 527 | 366 |
| Charges locatives | 54 | 12 |
| Total | 2 172 | 1 669 |

3. Autres produits et charges opérationnels

Au 30 juin 2013, les autres produits et charges opérationnels représentent une charge nette non courante de (-643 K"), composée essentiellement de dotation pour dépréciation de compte courant Murano (-386 k"), de dotations pour risques et charges prudentielles (-253 k").

4. Le coût de l'endettement financier brut

Les intérêts financiers constituant le coût de l'endettement financier brut sont liés aux emprunts et dettes auprès des établissements de crédit et des organismes de crédit-bail.

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|---|----------------|--------------|
| Intérêts sur emprunts | (346) | (134) |
| Dépréciation compte courant | - | (44) |
| Intérêts sur crédit bail | (930) | (79) |
| Intérêts de découverts bancaires | (38) | (19) |
| Coût de l'endettement financier brut | (1 314) | (276) |

5. Impôt

Le taux d'imposition retenu est le taux légal soit 33,33%.

La charge d'impôt se ventile comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|-----------------------|--------------|--------------|
| Impôts exigibles | 6 | (359) |
| Impôts différés | (444) | (221) |
| Total | (438) | (580) |

La différence entre la charge d'impôt comptabilisée et l'impôt qui serait constaté au taux nominal s'analyse comme suit :

| (en milliers d'euros) | 30/06/13 | 30/06/12 |
|---|----------|----------|
| Résultat avant impôts, écart d'acquisition, et quote-part mise en équivalence | 558 | 1 653 |
| Impôt théorique sur résultat | 186 | 551 |
| Différences permanentes | 106 | 29 |
| Imputation bénéfiques s/déficits antérieurs | -98 | |
| Pertes fiscales non activées | 262 | |
| Impacts retraitements de consolidation | -126 | |
| Autres | 109 | |
| Charge nette d'impôt constatée dans les comptes | 438 | 580 |

E. Notes sur le bilan

1. Les fonds de commerce et goodwill

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Augmentation | Cession | Dépréciation | IFRS 5 | Ecart de conversion | 30/06/2013 |
|--------------------------------|---------------|--------------|---------|--------------|----------------|---------------------|---------------|
| Goodwill | 54 750 | - | - | - | (2 758) | 14 | 52 006 |
| Dépréciation | (6 632) | - | - | - | - | (14) | (6 646) |
| Ecart d'acquisition net | 48 118 | - | - | - | (2 758) | - | 45 360 |

En accord avec la norme IAS 36 « Dépréciation d'actifs », les Goodwill font l'objet d'un test de dépréciation dès l'apparition d'indices de perte de valeur, et au minimum une fois par an.

La baisse du chiffre d'affaires constatée au cours de la période (comparaison 1^{er} semestre 2013 vs 1^{er} semestre 2012 retraité ; voir § I.A.1) nous a conduit à effectuer un test de dépréciation sur nos UGT.

Toutefois, malgré l'effet morose de la conjoncture sur ce premier semestre, les tests de dépréciation n'ont pas révélés de perte de valeur. En conséquence aucune dépréciation n'a été constatée sur les Goodwill.

2. Les immobilisations corporelles

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Ecart de conversion | Variation de périmètre | Augment. | Dimin. | IFRS 5 | Autres | 30/06/2013 |
|---|-----------------|---------------------|------------------------|----------------|-----------|----------------|----------|-----------------|
| Terrains / agencements | 1 723 | 12 | | | | | | 1 736 |
| Constructions | 33 976 | 266 | | | | | | 34 242 |
| Crédits-baux immobiliers et mobiliers | 42 170 | - | | | | (4 300) | | 37 870 |
| Matériels et outillages | 4 046 | 18 | | 6 | | | | 4 070 |
| Autres immobilisations | 14 969 | 28 | | 51 | | (305) | | 14 743 |
| <i>Montant brut</i> | <i>96 884</i> | <i>324</i> | <i>-</i> | <i>57</i> | <i>-</i> | <i>(4 605)</i> | <i>-</i> | <i>92 661</i> |
| Amortissement et provisions des immobilisations | (25 043) | (124) | | (803) | | 304 | | (25 666) |
| Dépréciation liées à la Villa Royale | (843) | | | | 70 | | | (773) |
| Dépréciation liées à Saint-Augustin | (150) | | | | 5 | | | (145) |
| Amortissement des crédits-baux immobiliers et mobiliers | (4 712) | - | | (320) | | 480 | | (4 551) |
| <i>Amortissements</i> | <i>(30 748)</i> | <i>(124)</i> | <i>-</i> | <i>(1 123)</i> | <i>75</i> | <i>784</i> | <i>-</i> | <i>(31 136)</i> |
| Immobilisations corporelles nettes | 66 136 | 200 | - | (1 066) | 75 | (3 820) | - | 61 525 |
| Immeuble de placement | 33 848 | | | - | | | | 33 848 |

Les immobilisations financées par crédit-bail sont incluses dans le tableau des immobilisations, et se ventilent par nature de contrat de la manière suivante au 30 juin 2013 :

| (en milliers d'euros) | Valeur brute | Redevances |
|-------------------------------|---------------|--------------|
| Constructions et terrains (1) | 37 087 | 1 982 |
| Climatiseur | 327 | - |
| Matériel informatique | 327 | - |
| Matériel vidéo et audio | 129 | - |
| Total | 37 870 | 1 982 |

(1) la valeur des terrains s'élève à 446 k"

3. Capital

Au 30 juin 2013, le capital social est composé de 6 095 926 actions. Il n'existe pas d'instrument dilutif en circulation à cette même date.

| (en euros) | Nombre de titres | Montant |
|---------------------------------|------------------|------------|
| Titres en début d'exercice | 6 095 926 | 14 068 270 |
| Titres émis en cours d'exercice | | |
| Titres en fin d'exercice | 6 095 926 | 30 000 000 |

La variation de capital est expliquée dans la note D.

4. Provisions pour risques et charges et engagements sociaux

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | Dotations période | Reprise (utilisée) | Variation périmètre | Changement méthode conso | 30/06/2013 |
|---|--------------|----------------------|-----------------------|------------------------|--------------------------------|--------------|
| Provision pour retraites | 31 | 6 | - | - | | 37 |
| Provision pour risques et charges | | | | | - | |
| Total provisions à caractère non courant | 31 | 6 | - | - | - | 37 |
| Provisions fiscales, litiges et autres | 6 294 | 557 | (245) | - | - | 6 606 |
| Total provisions à caractère courant | 6 294 | 557 | (245) | - | - | 6 606 |

5. Emprunts et dettes financières

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | | | |
|--|---------------|--------------|---------------|---------------|
| | Total | < à 1 an | De 1 à 5 ans | > à 5 ans |
| Emprunts / dettes auprès des établissements de crédits | 22 046 | 1 607 | 7 414 | 13 025 |
| Emprunts / dettes auprès des organismes de crédit bail | 45 752 | 1 928 | 8 855 | 34 969 |
| Dettes liées à participation des salariés | 308 | | 308 | |
| Concours bancaires | 1 740 | 1 740 | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 3 476 | 3 476 | | |
| Total | 73 323 | 8 751 | 16 577 | 47 994 |

| (en milliers d'euros) | 31/12/2012 | | | |
|--|---------------|---------------|---------------|---------------|
| | Total | < à 1 an | De 1 à 5 ans | > à 5 ans |
| Emprunts / dettes auprès des établissements de crédits | 22 898 | 4 152 | 5 835 | 12 910 |
| Emprunts / dettes auprès des organismes de crédit bail | 50 035 | 2 151 | 9 992 | 37 892 |
| Dettes liées à participation des salariés | 321 | | 321 | |
| Concours bancaires | 722 | 722 | | |
| Emprunts et dettes financières diverses | 6 175 | 6 175 | | |
| Total | 80 151 | 13 200 | 16 149 | 50 803 |

6. Analyse de la trésorerie et équivalents de trésorerie

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 31/12/2012 |
|---|--------------|--------------|
| VMP | 205 | 172 |
| Disponibilités (Equivalent de trésorerie) | 1 307 | 3 521 |
| Concours bancaires | (1 740) | (722) |
| Total Trésorerie nette | (228) | 2 971 |

7. Transactions avec les parties liées

Les parties liées sont les sociétés ayant conclu un contrat de prestations de services et de concession de marque avec Les Hôtels de Paris, ainsi que les autres sociétés ayant les mêmes dirigeants et avec lesquelles il existe des prestations.

Les principales transactions sont regroupées dans les tableaux ci-après :

| (en milliers d'euros) | Redevances | Loyers facturés | Prestations de services | Intérêts financiers | Client / Fournisseur | Compte courant | Provisions / Dépréciation |
|----------------------------|------------|-----------------|-------------------------|---------------------|----------------------|----------------|---------------------------|
| SA Siam Capinvest services | | | | 4 | | 519 (788) | |
| Murano | | 1 138 | 65 | | 1 987 | 610 | (610) |

| (en milliers d'euros) | Refacturations | Domiciliation | Client / Fournisseur | Provision Client |
|-----------------------|----------------|---------------|----------------------|------------------|
| Murano | | | | |
| 2D Investissement | (39) | | (8) | |
| Wellbooked | (25) | | (8) | |

| (en milliers d'euros) | Prestations | Client / Fournisseur | Intérêts financiers | Comptes courants |
|-----------------------|-------------|----------------------|---------------------|------------------|
| Décorotel | (273) | (15) | | |

8. Note relative au tableau de flux de trésorerie

Détermination de la capacité de financement.

| (en milliers d'euros) | 30/06/2013 | 30/06/2012 |
|---|--------------|--------------|
| Résultat net des activités poursuivies | 178 | 1 026 |
| Quote-part de résultat des sociétés mises en équivalences | | 46 |
| Dotations / reprises aux amortissements et provisions pour risques et charges | 1 366 | 460 |
| Capacité d'autofinancement avant neutralisation du coût de l'endettement financier net et des impôts, des plus values de cession nette d'impôt | 1 544 | 1 532 |

9. Engagements

Les engagements du groupe tels qu'ils figurent dans l'annexe aux comptes consolidés 2012 n'ont pas évolué de façon significative.

10. Effectifs

| | Féminin | Masculin | Total général |
|--------------------|---------|----------|---------------|
| Nombre de salariés | 136 | 164 | 300 |

| | CAP | CDD | CDI | CPROF |
|--------------------|-----|-----|-----|-------|
| Nombre de salariés | 2 | 6 | 290 | 1 |

| | TC | TP | Total général |
|--------------------|-----|----|---------------|
| Nombre de salariés | 238 | 62 | 300 |

Rapport des commissaires aux comptes sur l'information financière semestrielle 2013

LES HÔTELS DE PARIS

S.A. au Capital de 30 000 000 €

Siège Social : 20, avenue Jules Janin
75116 PARIS

RAPPORT DES COMMISSAIRES AUX COMPTES SUR
L'INFORMATION FINANCIERE SEMESTRIELLE 2013

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013

RSM PARIS
39, avenue de Friedland
75008 PARIS

Cabinet BLANCHARD TISSANDIER
4 place Barthélémy Niollon
13100 Aix en Provence

Commissaires aux Comptes
Membres de la Compagnie Régionale de Paris et de Marseille Provence Alpes côte d'azur Corse

Aux actionnaires,

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, et en application de l'article L.451-1-2 III du Code monétaire et financier, nous avons procédé à :

- l'examen limité des comptes semestriels consolidés condensés de la société LES HÔTELS DE PARIS, relatifs à la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2013, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;
- la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité.

Ces comptes semestriels consolidés condensés ont été établis sous la responsabilité de votre Conseil d'Administration. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

1. Conclusion sur les comptes

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes d'exercice professionnel applicables en France.

Un examen limité consiste essentiellement à s'entretenir avec les membres de la direction en charge des aspects comptables et financiers et à mettre en œuvre des procédures analytiques. Ces travaux sont moins étendus que ceux requis pour un audit effectué selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. En conséquence, l'assurance que les comptes, pris dans leur ensemble, ne comportent pas d'anomalies significatives obtenue dans le cadre d'un examen limité est une assurance modérée, moins élevée que celle obtenue dans le cadre d'un audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause la conformité des comptes semestriels consolidés condensés avec la norme IAS 34, norme du référentiel IFRS tel qu'adopté dans l'Union européenne relative à l'information financière intermédiaire.

2. Vérification spécifique

Nous avons également procédé à la vérification des informations données dans le rapport semestriel d'activité commentant les comptes semestriels consolidés condensés sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels consolidés condensés.

Fait à Paris, le 21 octobre 2013

Les Commissaires aux Comptes

RSM PARIS

Cabinet BLANCHARD TISSANDIER

Laure SALUDES

Associée

Catherine BLANCHARD TISSANDIER

Associée